Permanent committee on Cadastre in the European Union (PCC)

Autor(en): **Nicodet, Marc**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Cadastre : revue spécialisée consacrée au cadastre suisse**

Band (Jahr): **- (2010)**

Heft 4

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-871622

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Permanent Committee on Cadastre in the European Union (PCC)

PCC (Permanent Committee on Cadastre in the European Union)
Fondé en 2002
Web: www.eurocadastre.org/index.htm
Membres: 27 pays de l'Union Européenne + 3 pays observateurs (IS, N, CH)
Représentant de la Suisse (siège d'observateur): Marc Nicodet (D+M)

Le PCC a été fondé en 2002 à l'initiative de l'Espagne. La toute première réunion s'est d'ailleurs déroulée à Grenade en mai 2002[1]. Le but de cette organisation européenne est:

- de constituer une plateforme d'échange d'informations sur le cadastre entre les institutions gouvernementales correspondantes des pays membres de l'UE, et
- de fournir un interlocuteur unique (pour toutes les questions ayant trait au cadastre) aux nombreux organismes de l'Union Européenne (Parlement européen, Commission européenne, Directions générales, etc.).

La présidence du PCC est dévolue à l'organisation cadastrale du pays qui assure la présidence de l'Union Européenne. Si ce lien privilégié avec la présidence simplifie certains contacts et permet de profiter de toute l'infrastructure qui est à chaque fois mise en place, cela implique également un changement de présidence tous les six mois, ce qui n'est bien évidemment pas très favorable pour assurer la continuité des travaux entrepris!
Ce mode de fonctionnement fait que le PCC se réuni en principe deux fois par année, chaque pays profitant de présenter l'organisation et le fonctionnement de son cadastre et d'aborder un thème qui lui tient à cœur (par ex. diffusion des données à des gros clients, thèmes liés à l'implémentation d'INSPIRE, le rôle du cadastre dans certains projets de l'UE tels que EURADIN[2], EULIS[3], GMES[4]). Des groupes de travail ont par ailleurs traité plus en détail les deux sujets suivants:

- le rôle du cadastre dans INSPIRE (en collaboration avec le KEN C&LR de EuroGeographics[5]), et
- description des systèmes cadastraux des pays membres de l'UE.

On peut remarquer que le domaine d'activité du PCC est le même que celui du KEN C&LR de EuroGeographics (et pour les pays de l'UE, on retrouve d'ailleurs souvent les mêmes représentants dans les deux organismes). Mais une bonne coordination existe, certains meetings sont organisés en commun et chaque lancement d'un nouveau groupe de travail est aussi toujours discuté préalablement. Le PCC pourrait être un «sous-groupe» du KEN C&LR, mais certains pays y sont fortement opposés (pour des raisons essentiellement politiques et d'organisation interne dans ces pays). La Suisse n'étant pas membre de l'UE, nous n'avons tout d'abord pas été admis au PCC. Mais nous y avons assez rapidement obtenu un siège d'observateur (tout comme l'Islande et la Norvège), ce qui nous permet de suivre sans problème les travaux des deux organismes (PCC et KEN C&LR), et de profiter du dynamisme dont font preuve certains pays lorsqu'ils ont la présidence du PCC.

Marc Nicodet
Direction fédérale des mensurations cadastrales
swisstopo, Wabern
marc.nicodet@swisstopo.ch

[1] Voir article dans INFO D+M 2/2002, p. 9–10

[2] EURopean Address INfrastructure, www.euradin.eu

[3] European Land Information Service, www.eulis.eu

[4] Global Monitoring for Environment and Security, www.gmes.info

[5] Knowledge exchange network «Cadastre and land registry»